Le Canada par rapport au G8

Katherine Marshall

À l'initiative de la France, la première réunion du G6 (Groupe des Six) a eu lieu en 1975 et a rassemblé six pays pour discuter des questions économiques mondiales de l'heure. De nos jours, la tenue du sommet annuel a lieu à tour de rôle dans huit pays. Lors de ces sommets, les pays membres discutent non seulement de l'économie mondiale, mais aussi des problèmes politiques et sociaux (voir *Historique du G8*). Le G8 est composé de certains des pays les plus industrialisés au monde, à savoir le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, la Fédération russe, le Royaume-Uni et les États-Unis. Compte tenu de leur poids économique, politique et militaire, ces pays peuvent influer sur le cours des événements et gérer les crises à l'échelle mondiale. À partir des données sur l'économie et le marché du travail provenant de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), de l'Organisation mondiale du commerce et de bases de données internationales, le présent article donne certains indicateurs qui décrivent la position du Canada par rapport aux autres membres du G8, tout en signalant les changements survenus depuis le début des années 1990 (voir *Sources des données et définitions).*

Un petit groupe, mais une grande puissance économique

Compte tenu de sa population, l'appartenance du Canada au G8 est un exploit en quelque sorte. En effet, il faut être une grande puissance économique pour faire partie de ce groupe. De fait, à l'échelle mondiale, les huit pays qui en font partie ne comptent que pour 13 % de la population mais pour 46 % de l'économie (tableau 1). Autrement dit, ces huit pays sont à l'origine de près de la moitié de la valeur des biens et services produits dans le monde.

Katherine Marshall est au service de la Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail. On peut la joindre au (613) 951-6890 ou à perspective@statcan.ca

Historique du G8

Le G8 tire ses racines de deux groupes précurseurs du début des années 1970, connus sous les noms de Groupe de Bruxelles (1971) et de Groupe de la bibliothèque (1973). Les deux groupes étaient composés de certains pays démocratiques développés qui se réunissaient pour discuter des questions mondiales, mais ces réunions étaient largement confidentielles. L'année suivant la formation du Groupe de la bibliothèque (composé de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni et des États-Unis), le Japon y a adhéré. Par la suite, le groupe est devenu le « G6 » lorsque M. Giscard d'Estaing, président de la France, a invité les membres du « G5 » et l'Italie à Rambouillet pour discuter des problèmes économiques du monde. Le groupe est devenu le G7 après l'adhésion du Canada en 1976, puis le G8 après celle de la Russie en 1998.

Le G8 n'a pas d'administration permanente. Chacun des pays qui composaient le G7 tient la présidence pendant un an et organise un sommet à tour de rôle. Le Canada a accueilli quatre sommets (à Ottawa et à Montebello, en 1981; à Toronto, en 1988; à Halifax, en 1995; et à Kananaskis, en 2002), et devrait accueillir un autre sommet en 2010. Quant à la Russie, elle organisera un sommet pour la première fois en 2006.

Lors de chaque sommet, les dirigeants des pays membres se réunissent pour discuter d'importantes questions mondiales d'actualité, économiques, politiques ou sociales. Par exemple, l'Afrique et le changement climatique compteront parmi les principales questions du sommet de 2005. Les représentants de tous les pays tentent de parvenir à des ententes à caractère non obligatoire sur la façon de solutionner les problèmes. Le G8 est à l'origine de la création du Fonds mondial pour la santé (visant à combattre le Sida, la tuberculose et le paludisme), de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (par laquelle un processus est établi afin de rayer la dette nationale des pays très pauvres), et du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique.

La puissance économique des États-Unis est bien manifeste à l'échelle internationale, la part de leur produit intérieur brut (PIB), 21,0 % en 2004, étant presque cinq fois supérieure à leur part de la population du monde (4,6 %). Si le Canada est le plus petit des pays du G8 à l'échelle démographique, la part de son PIB

Tableau 1 Le G8 : population et PIB[1], 2004

	Population		PIB		PIB par habitant
	En millions	%	En milliards de $US	%	$US
Monde	**6 379,2**	**100,0**	**55 500**	**100,0**	**8 700**
G8	857,8	13,4	25 516	46,0	29 744
États-Unis	293,0	4,6	11 665	21,0	39 807
Royaume-Uni	60,3	0,9	1 877	3,4	31 142
Canada	32,5	0,5	1 007	1,8	30 971
Japon	127,3	2,0	3 835	6,9	30 115
France	60,4	0,9	1 804	3,3	29 859
Allemagne	82,4	1,3	2 310	4,2	28 025
Italie	58,1	0,9	1 610	2,9	27 730
Russie	143,8	2,3	1 408	2,5	9 793
Hors G8	5 521,3	86,6	29 984	54,0	5 431

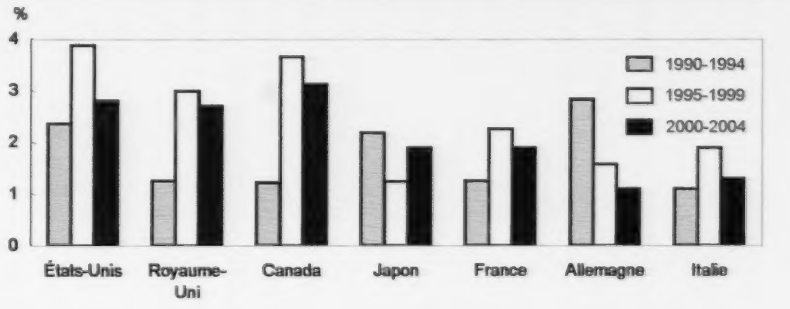
Source : The World Factbook, et les Principaux indicateurs économiques de l'OCDE
1 Calcul en dollars de la parité du pouvoir d'achat (PPA) de tous les biens et services produits dans un pays donné.

(1,8 %) en 2004 était 3,6 fois supérieure à celle de sa part de la population, ratio qui n'est légèrement inférieur qu'à celui du Royaume-Uni. Les différences proportionnelles du PIB et de la population se traduisent par le PIB par habitant le plus élevé aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Canada, à savoir 39 800 $, 31 100 $ et 31 000 $ respectivement en 2004. Le PIB normalisé par habitant donne une idée du bien-être économique relatif d'un pays donné. Si la Russie affiche de loin le PIB par habitant le plus faible au sein du G8 (10 000 $), celui-ci est presque deux fois plus élevé que la moyenne de l'ensemble des pays hors G8 (5 400 $).

Le Canada a affiché la meilleure croissance entre 2000 et 2004

Le PIB du Canada a progressé de 1,2 % en termes annuels entre 1990 et 1994, de 3,7 % entre 1995 et 1999 et de 3,1 % entre 2000 et 2004, le plaçant au sixième, deuxième et premier rang respectivement au cours de ces trois périodes[1] (graphique). La plupart des pays ont connu cette tendance mondiale de récession et de reprise, la croissance économique atteignant un plancher entre 1990 et 1994, puis un sommet entre 1995 et 1999. Toutefois, l'Allemagne, qui a connu la croissance la plus élevée parmi les pays du G7 entre 1990 et 1994[2] (2,8 %), a vu cette dernière baisser de 1,6 % et de 1,1 % au cours des deux périodes suivantes. Cela tenait en partie aux perturbations qui ont suivi la chute du mur de Berlin en 1989 et la réunification consécutive de la riche Allemagne de l'Ouest et de l'ex-communiste Allemagne de l'Est. La France, l'Italie et le Japon ont enregistré une performance relativement faible depuis 1990 (croissance du PIB de 2,3 % tout au plus). Par contre, les États-Unis étaient parmi les trois premiers pays en matière de croissance au cours des trois périodes.

Graphique La croissance moyenne du PIB du Canada s'est nettement améliorée après le début des années 1990.



Source : Base de données sur la productivité de l'OCDE
La Russie est exclue, et les données pour l'Allemagne unifiée remontent à 1991.

Le tiers du PIB du Canada vient du commerce d'exportation

Le volume du commerce international est un facteur d'expansion économique important dans nombre de pays. Et cela est particulièrement vrai pour un pays comme le Canada, dont le marché intérieur est relativement modeste. Bon nombre de pays ont commencé à

harmoniser officiellement leurs pratiques commerciales après l'adoption en 1948 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce et la création en 1995 de l'Organisation mondiale du commerce. De plus, le commerce prend de plus en plus d'importance dans de nombreux grands pays hors G8, tels que la Chine (voir *Marchés émergents*). Au cours des 15 dernières années, le Canada a pris part à une foule d'accords de libéralisation du commerce, notamment l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis de 1989, l'Accord de libre-échange nord-américain de 1994, et la Zone de libre-échange des Amériques, qui sera adoptée cette année-ci et qui couvre 34 pays. L'accroissement du libre-échange (réduction ou suppression des obstacles commerciaux tels que les tarifs ou les quotas), les progrès technologiques en communication, la baisse des coûts du transport et l'innovation sont autant de facteurs qui ont changé en profondeur la façon et le lieu de faire les affaires. De plus en plus, faire des affaires en vient à signifier faire des affaires à l'échelle mondiale.

L'importance du commerce extérieur pour l'économie canadienne se manifeste dans des exportations de biens d'une valeur de 322 milliards de dollars américains, ce qui représente près du tiers (32 %) du PIB (tableau 2). Des exportations accrues se traduisent par une activité économique accrue, chose que tous les membres du G8 ont connue depuis 1990. Mais à 252 %, c'est le Canada qui a affiché la plus forte croissance du commerce d'exportation au cours de la dernière décennie. Les exportations totales de marchandises ont tendance à être moins importantes (18 % du PIB ou moins) dans les pays plus grands (le Japon, la Russie et les États-Unis). En 2004, après trois années de baisses consécutives, les exportations du Canada ont augmenté d'un peu plus de 49 milliards de dollars américains (données non présentées ici), se traduisant par une balance commerciale record de 46 milliards de dollars américains. La hausse des exportations de biens industriels et de produits énergétiques a été particulièrement marquée, tout comme l'ampleur du commerce d'exportation avec les États-Unis, malgré l'appréciation

Marchés émergents

La Chine, l'Inde et le Brésil sont parmi les pays les plus peuplés du monde, et leurs économies et activités relatives au commerce international ont progressé de façon presque exponentielle. À elle seule, la Chine a enregistré une croissance annuelle moyenne de 9,3 % du PIB réel depuis 1993, son PIB totalisant 1 600 milliards de dollars américains en 2004. Cependant, le PIB par habitant en Chine, en Inde et au Brésil demeure relativement faible, à 1 230 $US, 610 $US et 3 030 $US, respectivement. Bien que l'activité commerciale totale du Canada avec ces trois pays (28,1 milliards de dollars américains) n'ait représenté que 4,7 % de son commerce mondial en 2004, ce chiffre devrait augmenter, surtout dans le cas de la Chine (Roy, 2005).

Indicateurs économiques des marchés émergents[1], 2004

	Chine	Inde	Brésil
Population (en millions)	1 299	1 065	184
PIB (en milliards de $)	1 601	655	558
PIB par habitant (en $)	1 232	615	3 033
Taux de croissance annuelle moyenne du PIB, de 1993 à 2003 (%)	9,3	6,1	2,6
Commerce de marchandises total avec le Canada (en milliards de $)	23,6	1,8	2,7
Exportations canadiennes (en milliards de $)	5,1	0,8[2]	1,1
Importations canadiennes (en milliards de $)	18,5	1,0[2]	1,6

Source : Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, et Statistique Canada
1 Les chiffres monétaires sont en dollars américains.
2 Données de 2003.

Tableau 2 Indicateurs du commerce total de marchandises parmi les pays du G8, 2004

	Importations	Exportations	Balance commerciale[1]	Commerce d'exportation	
				Part du PIB[2]	Croissance depuis 1990
	En milliards de $US courants			%	
États-Unis	1 526,4	819,0	-707,4	7	208
Royaume-Uni	462,0	345,6	-116,4	18	187
Canada	275,8	322,0	46,2	32	252
Japon	454,5	565,5	111,0	15	197
France	464,1	451,0	-13,1	25	208
Allemagne	717,5	914,8	197,3	40	217
Italie	349,0	346,1	-3,0	21	203
Russie	94,8	183,2	88,4	13	..

Source : Organisation mondiale du commerce
1 Les exportations moins les importations.
2 Le PIB est exprimé en dollars américains courants pour qu'on puisse le comparer aux chiffres du commerce.

du dollar canadien[3] (ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, 2005; Cross, 2005).

La population active canadienne est vieillissante mais bien instruite

La croissance de l'emploi est souvent liée à la croissance de l'activité économique et des qualifications de la population. Un des indicateurs qui servent fréquemment à suivre l'état de l'économie est le taux d'emploi, à savoir le pourcentage de la population en âge de travailler qui est occupée. Les tendances du taux d'emploi chez les 25 à 64 ans (le noyau de la population en âge de travailler) parmi les pays du G8 sont remarquables, à la fois pour ce qui est de leur constance et de leur ampleur. De 1976 à 2003, le taux d'emploi global a considérablement augmenté au Canada (9,1 points de pourcentage) et aux États-Unis (6,9 points), tandis qu'il a légèrement diminué en France et en Allemagne (tableau 3). Ces changements résultent de baisses variables mais généralisées chez les hommes et de hausses chez les femmes, ce qui reflète une progression presque universelle de la participation des femmes au marché du travail et une baisse de l'âge moyen à la retraite chez les hommes.

Si l'Italie affichait le plus grand écart par sexe en matière de taux d'emploi en 2003 (27,8 points de pourcentage), le Canada affichait le plus faible écart (9,7 points), surtout parce que le taux d'emploi des femmes au Canada (68,5 %) était le plus élevé de l'ensemble des pays du G8. En outre, le Canada est passé du sixième rang au troisième rang en matière de taux d'emploi global dans le G8 entre 1976 et 2003.

Comme nous l'avons déjà mentionné, la croissance de l'emploi est, en règle générale, également liée à la croissance des qualifications scolaires, lesquelles sont plus nécessaires que jamais dans l'économie mondiale et technologique d'aujourd'hui. En effet, les habitants de tous les pays du G8 sont de plus en plus nombreux à poursuivre des études supérieures (tableau 4). En 2002, 43 % des Canadiens de 25 à 64 ans avaient un diplôme d'études techniques supérieures, un diplôme d'études collégiales ou un diplôme d'université, ce qui est la proportion la plus élevée des pays du G8 (voir *Sources des données et définitions*). Plus du tiers des Japonais et des Américains de ce groupe d'âge (36 % et 38 % respectivement) avaient également atteint un niveau d'instruction tertiaire ou supérieur.

Tableau 3 Taux d'emploi dans le G7

Âge 25-64 ans	1976	2003	Variation
Ensemble des deux sexes		%	
États-Unis	64,3	71,2	6,9
Royaume-Uni	70,3	74,2	3,9
Canada	64,2	73,3	9,1
Japon	69,1	73,9	4,8
France	66,0	63,0	-3,0
Allemagne[1]	65,6	65,4	-0,2
Italie	52,2	57,1	4,9
Hommes			
États-Unis	79,3	76,9	-2,4
Royaume-Uni	86,7	81,0	-5,7
Canada	80,7	78,2	-2,5
Japon	87,8	86,7	-1,1
France	81,8	69,2	-12,6
Allemagne[1]	83,4	71,4	-12,0
Italie	76,6	71,0	-5,6
Femmes			
États-Unis	49,8	65,7	15,9
Royaume-Uni	54,0	67,4	13,4
Canada	47,7	68,5	20,8
Japon	51,0	61,0	10,0
France	50,3	56,9	6,6
Allemagne[1]	48,6	59,3	10,7
Italie	29,0	43,2	14,2

Source : Base de données de l'OCDE en ligne sur les statistiques du travail
1 Seulement l'Allemagne de l'Ouest en 1976.

En 1991 et 2002, le taux d'emploi chez les personnes ayant poursuivi des études avancées était d'au moins 80 % dans tous les pays du G8 (tableau 4), alors qu'il variait entre 50 % et 67 % chez les personnes qui n'avaient pas de scolarité secondaire. Étant donné la corrélation entre scolarité avancée et emploi, il n'est pas surprenant que les quatre pays dont les populations sont les plus scolarisées (le Canada, le Japon, le Royaume-Uni et les États-Unis) aient affiché aussi le taux d'emploi global le plus élevé en 2003 (tableaux 3 et 4).

De 1993 à 2003, les taux de chômage des pays du G8 allaient de 3 % à 12 %, le Canada se situant près du milieu (7,6 % en 2003). Cependant, il y a eu une tendance à la baisse du nombre moyen d'heures de travail dans tous les pays, sauf le Canada où ce nombre s'établissait à 33 heures par semaine aussi bien en 1993 qu'en 2003. Depuis 1993, le Japon a enregistré une baisse de deux heures de la semaine de travail moyenne, celle-ci passant de 36,6 à 34,6 heures mais demeurant toutefois la plus longue semaine de travail dans le G8 en 2003. Par contre, la France a affiché la semaine de travail la plus courte, celle-ci ayant chuté de trois heures pour se fixer à 27,5 heures par semaine en 2003. La baisse du nombre moyen d'heures de travail tient à plusieurs raisons, dont des modifications législatives (dans le cas de la France[4]), le vieillissement de la population active ou la hausse du travail à temps partiel (Galarneau, 2005).

Tableau 4 Certains indicateurs du marché du travail du G7 pour le groupe d'âge 25 à 64 ans

	États-Unis	Royaume-Uni	Canada	Japon	France	Allemagne	Italie
Niveau de scolarité[1]				%			
1991							
Moins que le secondaire 2e cycle	16	35	30	..	49	18	72
Secondaire 2e cycle et postsecondaire	54	49	42	..	36	60	22
Supérieur	30	16	28	..	15	22	6
2002							
Moins que le secondaire 2e cycle	13	16	17	16	35	17	54
Secondaire 2e cycle et postsecondaire	49	57	40	47	41	60	36
Supérieur	38	27	43	36	24	23	10
Taux d'emploi par niveau de scolarité							
1991							
Moins que le secondaire 2e cycle	52	61	55	..	58	51	54
Secondaire 2e cycle et postsecondaire	74	78	75	..	78	74	74
Supérieur	85	86	82	..	85	86	87
2002							
Moins que le secondaire 2e cycle	57	53	55	67	58	51	50
Secondaire 2e cycle et postsecondaire	74	79	76	74	77	70	72
Supérieur	83	88	82	80	83	84	82
Taux de chômage global							
1993	6,9	10,0	11,4	2,5	11,1	7,7	10,1
1998	4,5	6,2	8,3	4,1	11,1	9,1	11,7
2003	6,0	5,0	7,6	5,3	9,4	9,6	8,6
Nombre moyen d'heures de travail effectives par semaine				Heures			
1993	35,1	33,1	33,0	36,6	30,5	29,6	31,2
1998	35,4	33,3	33,7	35,4	29,7	28,6	31,2
2003	34,5	32,2	33,0	34,6	27,5	27,8	30,6

Source : OCDE
1 D'après un système de classification internationale.
Nota : Le choix des années a été largement basé sur ce qui était disponible à l'OCDE.

Enfin, le vieillissement de la population active canadienne a fait l'objet de maintes discussions, mais cette population ne fait en réalité que rattraper la répartition par âge vieillissante des travailleurs des autres pays du G8. En effet, seul un tiers de la main-d'œuvre canadienne avait 40 ans ou plus en 1983, comparativement à la moitié en 2003, année où cette proportion allait de 46 % à 57 % dans les autres pays du G8 (tableau 5). Après 1983, le Canada et les États-Unis ont connu une forte progression (de 15 et 13 points de pourcentage, respectivement) de la proportion de la main-d'œuvre de 40 ans et plus, surtout en raison du vieillissement de la génération née après la Seconde Guerre mondiale. Toujours est-il que ce n'est pas le vieillissement de la population active qui est préoccupant en soi, mais plutôt l'effet de la grande vague démographique que va déclencher la sortie de cette génération du marché du travail, notamment le risque de pénurie de main-d'œuvre qualifiée[5].

La production manufacturière et son coût sont relativement faibles au Canada

Les indicateurs qui servent à comparer la production et le coût de la main-d'œuvre sont d'habitude

Tableau 5 Proportion de la population active de 40 ans et plus dans les pays du G7

	1983	2003
	%	
États-Unis	38	51
Royaume-Uni	42	49
Canada	34	49
Japon	52	57
France	41	50
Allemagne	45	53
Italie	42	46

Source : OCDE

Encadré : Sources des données et définitions

Le présent article se sert de chiffres provenant de plusieurs organismes qui recueillent et publient périodiquement des données internationales normalisées. Cependant, tandis que l'Agence centrale de renseignements (CIA) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) essaient de couvrir presque tous les pays du monde, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se concentre d'habitude sur ses 30 pays membres, parmi lesquels figurent tous les pays du G8 sauf la Russie. Néanmoins, l'OCDE tente d'englober les indicateurs économiques et du marché du travail de plusieurs pays importants qui ne sont pas membres, comme la Russie, mais admet d'emblée que le processus de collecte des données est moins bien établi dans les pays non-membres et que les séries chronologiques ne sont donc généralement pas très longues et sont moins fiables (OCDE, 2005b, p. 225). Concernant l'Allemagne, les données antérieures à 1991 ne se rapportent qu'à la partie ouest du pays (République fédérale d'Allemagne). On peut obtenir les renseignements et données utilisées dans le présent article des sites Internet suivants :

OCDE : www.oecd.org
OMC : www.wto.org/indexfr.htm
World Fact Book (CIA) (en anglais) : www.odci.gov
Bureau of Labor Statistics des États-Unis (en anglais) : www.bls.gov

Cet article présente de nombreux indicateurs économiques et du marché du travail qui sont bien connus. Cependant, beaucoup d'autres indicateurs ont pu être utilisés, tels que le chômage chez les jeunes, le chômage prolongé, la répartition du revenu, l'indice des prix à la consommation, les taux d'intérêt ou la dette nationale.

Bien que tous les organismes susmentionnés s'appliquent à normaliser les concepts, méthodes et définitions pour établir des comparaisons internationales, certaines différences subsisteront néanmoins. Par conséquent, il faut faire preuve de circonspection au moment d'interpréter les différences de chaque année entre les pays, et il convient de juger en particulier les différences minimes comme se situant dans une marge d'incertitude (OCDE, 2005a, p. 11). Pour obtenir des exemples de certains des travaux faits sur les comparaisons internationales, voir Baldwin et coll. (2005) et l'OCDE (2005a).

Le **produit intérieur brut** (PIB) réel sert communément à évaluer l'activité économique totale après ajustement en fonction de l'inflation et constitue, par conséquent, une bonne mesure de la performance d'une économie donnée.

La **parité de pouvoir d'achat** (PPA) est le taux auquel la monnaie d'un pays doit être convertie vers la monnaie d'un autre pays pour l'achat d'un panier de biens et services équivalent. La PPA permet de niveler les différences de prix entre pays, ce qui entraîne donc des fluctuations bien inférieures à celles des taux de change du marché. La monnaie commune utilisée dans le présent article est le dollar américain. L'OCDE emploie les PPA mises à jour et qui sont élaborées en vertu du Programme Eurostat-OCDE sur les parités de pouvoir d'achat.

Le **commerce des marchandises** est l'achat (importation) et la vente (exportation) de toutes sortes de biens, allant des produits primaires bruts aux produits manufacturés spécialisés. Le commerce des services est exclu puisqu'il s'agit d'une activité relativement faible et que la couverture et la comparabilité internationale sont entachées d'incohérences considérables (www.wto.org).

La **population active** est la population civile hors établissement ayant au moins un certain âge minimal caractéristique d'un pays (15 ans au Canada) et dont les membres étaient occupés ou chômeurs au moment de l'enquête.

Le **taux d'emploi** désigne le pourcentage de la population en âge de travailler et qui est occupée. Par exemple, le taux du noyau de la population en âge de travailler correspondrait au nombre de personnes de 25 à 64 ans qui sont occupées divisé par la population totale de cet âge.

Le **niveau de scolarité** correspond à une série d'indicateurs normalisés qui synthétise le plus haut niveau d'instruction atteint. L'OCDE encode les niveaux de scolarité selon la Classification internationale type de l'éducation, laquelle permet des comparaisons internationales. Parmi les sous-classifications courantes figure la suivante :

Moins que le secondaire de 2e cycle : sans diplôme d'études secondaires.

Secondaire de 2e cycle et postsecondaire non supérieur : diplôme d'études secondaires, ou diplôme d'un programme postsecondaire habituellement d'une durée de six mois à deux ans. Parmi les attestations des programmes figurent les certificats de formation professionnelle et les certificats de collège communautaire.

Supérieur (ou tertiaire) : désigne les programmes de formation professionnelle ou technique de niveau supérieur, habituellement d'une durée de 1 an et demi à 3 ans et sanctionnés par des diplômes d'études collégiales, et des programmes de certificats d'études universitaires (diplôme, grade de baccalauréat, premier grade professionnel, etc.).

Pour en savoir plus, voir www.oecd.org/edu/eag2004.

élaborés à partir des données du secteur manufacturier parce que celles-ci sont facilement accessibles et que ce secteur englobe souvent l'essentiel du commerce de marchandises d'un pays donné (Sharpe, 1990). Les données sont converties en une monnaie commune (le dollar américain) et indexées afin d'évaluer le taux de variation. La productivité du travail est exprimée sous forme de production horaire, c'est-à-dire le PIB total du secteur manufacturier divisé par le nombre total des heures travaillées dans le secteur[6]. Les taux de

Tableau 6 Certains indicateurs de coût et de production manufacturière dans les pays du G7

1992=100		États-Unis	Royaume-Uni	Canada	Japon	France	Allemagne	Italie
					En $US			
Production par heure	1993	102,7	103,8	105,8	101,7	101,0	101,8	101,2
	1998	130,2	108,4	117,7	121,2	127,9	122,0	110,8
	2003	180,4	134,9	134,5	154,3	158,0	135,1	110,9
Rémunération horaire	1993	102,0	88,9	95,6[1]	117,2	96,3[1]	100,4	82,8
	1998	118,7	115,4	91,9[1]	111,7	101,1[1]	113,3	86,7
	2003	159,6	148,4	112,7[1]	135,3	127,0[1]	132,8	100,8
Coût unitaire du travail	1993	99,3	85,6	90,4	115,3	95,3	98,7	81,8
	1998	91,2	106,5	78,1	92,2	79,1	92,9	78,2
	2003	88,5	110,0	83,8	87,7	80,4	98,3	90,9

Source : U.S. Bureau of Labor Statistics
1 Rémunération ajustée en fonction des impôts à l'emploi et des subventions gouvernementales pour estimer le coût du travail réel.

productivité (indice de base 100 en 1992) ont augmenté dans tous les pays du G8 au cours de la décennie dernière (tableau 6). Entre 1992 et 2003, la plus forte progression a été enregistrée aux États-Unis (80 %) et la plus faible (10 %), en Italie. Au Canada, la croissance de la productivité du travail s'est fixée en dessous de la moyenne, à 35 %.

La rémunération horaire des employés a aussi augmenté dans tous les pays, la plus forte hausse ayant été enregistrée aux États-Unis (60 %) et la plus faible, en Italie (1 %). Au Canada, la hausse de la rémunération horaire se situait à l'avant-dernier rang (13 %).

Inversement, à l'exception du Royaume-Uni et de l'Italie, le coût unitaire de la main-d'œuvre — qui correspond aux traitements et avantages sociaux par unité de produit fabriqué — a baissé dans tous les pays entre 1992 et 2003, particulièrement au Canada et en France où cette chute a été de près de 20 %. Puisque la main-d'œuvre constitue souvent le facteur le plus important des coûts de production, la baisse des coûts unitaires de main-d'œuvre peut améliorer la position d'un pays. Que les taux de rémunération horaire augmentent parallèlement à la baisse des coûts unitaires de la main-d'œuvre semble contradictoire, mais cela est possible lorsque la productivité du travail augmente. Plus précisément, lorsqu'on peut produire davantage de biens en moins d'heures, comme ce fut le cas entre 1993 et 2003, à la fois les salaires et les bénéfices peuvent augmenter.

Conclusion

D'après les données économiques et du marché du travail des pays du G8, ce groupe comprend certains des pays les plus puissants au monde économiquement. En effet, ces pays ont connu une expansion économique constante au cours des 15 dernières années, et l'ampleur de leur pouvoir économique se reflète dans leur PIB moyen par habitant, qui s'élevait à 29 700 $US en 2004, contre 5 400 $ dans les pays hors G8.

Le Canada a fait des progrès énormes en matière d'expansion économique annuelle moyenne, celle-ci étant passée de l'un des plus faibles taux au début des années 1990 au taux le plus élevé pendant la période la plus récente, à savoir 2000 à 2004. Le commerce international a joué un rôle capital à cet égard.

En outre, le Canada a aussi fait bonne figure en matière de croissance de l'emploi et du niveau de scolarité chez la population en âge de travailler. Vers 2003, le Canada se classait troisième pour ce qui est du taux d'emploi (73,3 %) des 25 à 64 ans, alors qu'il se classait sixième en 1976, avec un taux d'emploi de 64,2 %. En outre, les femmes canadiennes affichaient le meilleur taux d'emploi (68,5 %) des pays du G8. Le Canada et les États-Unis ont connu une forte natalité après la Seconde Guerre mondiale, et les deux pays sont actuellement confrontés au vieillissement rapide de leur main-d'œuvre, situation qui pourrait se répercuter sur les taux de remplacement de cette main-d'œuvre.

Bien que le Canada ait réussi à maîtriser la hausse des coûts de la main-d'œuvre au cours de la dernière décennie et à accroître son avantage concurrentiel, ses gains en productivité du travail ont été nettement inférieurs à ceux de la France, du Japon et des États-Unis. Quoiqu'il en soit, somme toute, le tableau économique d'ensemble indique que le Canada réussit à maintenir sa position parmi ses partenaires du G8, voire à les surpasser dans de nombreux cas.

Notes

1 Les taux de croissance annuels moyens du PIB au Canada étaient relativement plus élevés pendant la période 2000-2002 qu'en 2003 et 2004.

2 Le mur de Berlin a été démantelé en 1989 mais la réunification officielle de l'Allemagne ne s'est faite qu'à la fin des années 1990, et les séries de données montrent donc pour la plupart les données combinées de l'Allemagne à partir de 1991.

3 La solidité de la monnaie d'un pays donné peut être un facteur important de hausse ou de baisse de la compétitivité des coûts. Par exemple, si le dollar canadien s'apprécie par rapport à la monnaie des autres pays, les exportations canadiennes de biens manufacturés deviennent plus onéreuses et les entreprises sont souvent contraintes de réduire le prix à l'exportation pour rester compétitives. Cependant, certains avantages cachés de l'appréciation du dollar peuvent contrebalancer le prix fluctuant des exportations et améliorer la compétitivité. Par exemple, selon le secteur, bon nombre de biens manufacturés nécessitent du matériel importé, lequel coûte moins cher grâce à l'appréciation du dollar. En outre, les entreprises canadiennes dont la dette se chiffre en dollars américains ou celles qui importent des machines et du matériel pour la production de biens profitent également de cette appréciation.

4 En 1998 et 2000, le gouvernement français a adopté une loi limitant la semaine de travail à un maximum de 35 heures.

5 Les caractéristiques changeantes des travailleurs âgés au Canada et l'évolution structurelle du marché du travail sont parmi les raisons pour lesquelles il faut s'attendre à ce que bon nombre de travailleurs actuels continuent de travailler après l'âge de 65 ans, âge traditionnel à la retraite (Duchesne, 2004).

6 La main-d'œuvre est le principal élément ou coût lié à la production de biens et le plus facile à mesurer. Cependant, le capital (tel que le matériel), l'énergie et les matériaux sont aussi des facteurs de production. La productivité multifactorielle est un calcul de la production qui tient compte des effets des changements touchant tous les facteurs.

Documents consultés

BALDWIN, John R., Jean-Pierre MAYNARD, Marc TANGUAY, Fanny WONG et Beiling YAN. *Comparaison des niveaux de productivité au Canada et aux États-Unis : étude de certains aspects de la mesure*, Série de documents de recherche sur l'analyse économique, n° 11F0027MIF 2005028 au catalogue de Statistique Canada, 2005.

CROSS, Philip. « Revue de la croissance économique du Canada », *L'Observateur économique canadien*, n° 11-010 au catalogue de Statistique Canada, avril 2005, vol. 18, n° 4, p. 1-14.

DUCHESNE, Doreen. « Plus de personnes âgées au travail », *L'emploi et le revenu en perspective*, n° 75-001-XIF au catalogue de Statistique Canada, édition en ligne de février 2004.

GALARNEAU, Diane, Jean-Pierre MAYNARD et Jin LEE. « La semaine de travail : qu'en reste-t-il? », *L'emploi et le revenu en perspective*, n° 75-001-XIF au catalogue de Statistique Canada, édition en ligne de juin 2005.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU COMMERCE INTERNATIONAL. *Sixième rapport annuel sur le commerce international du Canada*, Ottawa, 2005, www.international.gc.ca/eet.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE). *International comparisons of labour productivity levels—estimates for 2003*, 2005a, Paris, www.oecd.org/dataoecd/31/7/29880166.pdf.

—. Principaux indicateurs *économiques de l'OCDE : pays non-membres*, 2005b, *février* 2005.

ROY, Francine. « Échanges commerciaux du Canada avec la Chine », *L'Observateur économique canadien*, n° 11-010 au catalogue de Statistique Canada, juin 2005, vol. 18, n° 6, p. 1-9.

SHARPE, Andrew. « Le Canada à l'heure de la compétition internationale », *L'emploi et le revenu en perspective*, n° 75-001-XPF au catalogue de Statistique Canada, été 1990, vol. 2, n° 2, p. 9-19.